



Séance ordinaire du mardi 4 octobre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le quatre octobre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Josy SCHWARTZ, suppléante de Laurent JAOUL.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Régine ILLAIRE, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Patricia MIRALLES, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Joëlle URBANI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Christian ASSAF, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Guy LAURET, Max LEVITA, Cyril MEUNIER, Laurent NISON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - GEMAPI - Mise en place d'une gouvernance littorale à l'échelle du golfe d'Aigues Mortes (GAM) - Création d'une entente entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole - Convention cadre - Autorisation de signature

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Sète Agglopôle Méditerranée, Montpellier Méditerranée Métropole, Pays de l'Or Agglomération et la Communauté de Communes Terre de Camargue partagent 60 kilomètres de littoral au sein du Golfe d'Aigues Mortes (GAM), entre Frontignan et le Grau du Roi. Ce golfe a fait l'objet au fil des années de nombreuses actions environnementales et d'aménagement du territoire menées à des échelles différentes par plusieurs acteurs sans une véritable coordination qui aurait permis de couvrir ou de mettre en relation l'ensemble des problématiques et des enjeux propres au littoral et au milieu marin.

A la suite de ce constat, l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée et Corse, en lien avec l'Etat et la Région Occitanie, a souhaité initier la constitution d'une gouvernance littorale qui s'appuierait sur les intercommunalités à fiscalité propre du territoire. Les quatre intercommunalités concernées ont répondu favorablement et ont mené les démarches de concertation avec les acteurs locaux : communes, conservatoire du littoral, Établissements Publics Territoriaux de Bassin (EPTB), scientifiques, associations environnementales et groupes socio-professionnels de la pêche, des activités portuaires et nautiques..., afin de proposer une gouvernance efficiente souple à la bonne échelle géographique.

La démarche de concertation a fait ressortir les besoins et les attentes suivantes :

- Une opportunité de coordination entre maîtres d'ouvrage « *gemapiens* » et d'appui technique pour les risques littoraux : stratégie à l'échelle du GAM, expertise, mutualisation d'acquisition des données nécessaires aux projets et à la stratégie sur le GAM ;
- Une opportunité d'agir plus amplement sur le compartiment biologique : animation/gestion de sites, portage de projets opérationnels, coordination/accompagnement d'acteurs associatifs, acquisition des données nécessaires à l'ajustement des plans de gestion ;
- Une action en termes de pollution portant principalement sur le bassin versant (donc par les structures terrestres) mais des interventions à prévoir en mer, notamment les macrodéchets qui s'y accumulent ;
- Un besoin d'approche globale des sujets pour éviter de traiter un objectif sans le mettre suffisamment en relation avec d'autres considérants ;
- Un besoin de régulation des usages en mer, avec un partage de l'espace source de conflits : sensibilisation, voire coordination des actions de police et appui aux plans de balisage ;
- Le souhait d'acteurs du territoire d'être entendus, voire de participer aux décisions, notamment les pêcheurs.

Les acteurs de la concertation ont confirmé l'opportunité de créer une gouvernance littorale et ont convenu du choix privilégié par les quatre Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre d'une gouvernance à travers une entente inter-EPCI, sur le fondement des articles L. 5221-1 et L. 5221-2 du Code général des collectivités territoriales, sur une durée de 6 ans.

Cette entente inter-EPCI sera une instance de concertation, de coordination et de décision pour les 3 enjeux prioritaires identifiés :

- Les risques littoraux ;
- La biodiversité et la qualité des milieux marins ;
- Les usages.

Lors des phases de concertation, les missions suivantes ont été retenues pour chacun de ces enjeux :

- Les risques littoraux :
 - o Élaboration d'une stratégie locale s'inscrivant dans le Plan Littoral 21 (ex. mise en place d'un observatoire du littoral à l'échelle du GAM, recherche de financement...) ;
 - o Mise à disposition d'une expertise pointue, intermédiaire d'étude, veille ;
 - o Coordination des actions locales entre EPCI et lien avec les enjeux environnementaux (ex. rechargement plage, dragage des ports...) ;
- La biodiversité et la qualité des milieux marins
 - o Animation et gestion commune des enjeux biodiversité dont les 2 sites N2000 en mer ;
 - o Représentation des enjeux marins au sein des syndicats de bassin, pour améliorer la qualité des eaux et des milieux ;
 - o Montage de projets opérationnels (ex. création de nouvelles aires de cantonnement de pêche, de mouillage, de récifs artificiels, restauration d'herbiers) ;
 - o Coordination et accompagnement des actions des associations environnementales exemples : sensibilisation, nettoyage en mer et sous-marin, voire des plages ;
 - o Suivi, acquisition de connaissances ;
- Les usages en mer
 - o Appui à la planification, définition de vocation, de plan d'accès à la mer pour réduire les conflits d'usage ;
 - o Coordination et appui des plans communaux de balisage ;
 - o Sensibilisation, réduction des pratiques portant atteinte au milieu ;
 - o Appui à la coordination du pouvoir de police des maires et des affaires maritimes.

Le projet de convention cadre de l'entente définit les modalités d'organisation générale de la gouvernance entre les 4 EPCI, à savoir :

- Une instance décisionnelle, à savoir la conférence de l'entente du GAM, composée d'un élu désigné, plus un suppléant, par chaque EPCI ;
- Un comité de concertation, composé des élus désignés et des acteurs institutionnels : Etat, Agence de l'eau, Région et Départements, ... ;
- Un comité multi-acteurs, associant les communes littorales et les structures concernées par le littoral et la mer : organisations professionnelles, associations environnementales et d'usagers, scientifiques, ... ;
- Une cellule technique qui prépare et met en œuvre les projets communs fixés par l'entente inter-EPCI

Le financement du fonctionnement de l'entente est défini par la clé de répartition suivante :

- 30% pour Pays de l'Or Agglomération ;
- 30% pour Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 20% pour Sète Agglopolé Méditerranée ;
- 20% pour Terre de Camargue.

Une convention subséquente désignera l'EPCI assurant le portage administratif et technique de l'entente, les moyens humains et matériels, le financement et les modalités de contrôle par l'ensemble des parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention cadre définissant les modalités de l'entente organisée entre Pays de l'Or Agglomération, la Communauté de communes Terre de Camargue, Sète Agglopolé Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole pour la gestion intégrée du littoral et de la mer sur les enjeux des risques littoraux, de la biodiversité et la qualité des milieux marins et des usages sur le périmètre du Golfe d'Aigues Mortes ;

- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 14/10/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 octobre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221004-202857-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/10/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-entente-v8.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.